

Forum Politique sur la Justice Transitionnelle et le Traitement du Passé à Nord-Kivu, RDC

En date du 14 novembre 2018, Impunity Watch a organisé, en partenariat avec Pole Institute, un forum politique avec quelques autorités et acteurs politiques de la province du Nord-Kivu à Goma, en République



Démocratique du Congo. Les objectifs du Forum ont été de présenter aux autorités et acteurs politiques provinciaux clés l'essentiel des résultats des recherches effectuées par Impunity Watch et les recommandations venant de la population à propos de la justice transitionnelle (JT) en RDC. D'autre part, il s'est agi de discuter au sujet du rôle que les acteurs politiques peuvent jouer dans la création, la promotion et la mise en œuvre des mécanismes et initiatives appropriés de traitement du passé.

Le Gouvernement Provincial était représenté par un délégué du Ministère Provincial de la Justice et un délégué du Ministère Provincial de l'Intérieur, et le pouvoir judiciaire était représenté par un délégué du Procureur Général près la Cour d'Appel de Goma. En outre, une structure rassemblant les notables des différentes communautés du Nord-Kivu (Baraza La Wazée, du Swahili, « La cour des sages »), a été représentée par son 1^{er} vice-président. Il y a eu aussi la présence d'une Présidente d'un parti politique. Mais, c'est l'Assemblée Provinciale du Nord-Kivu qui a été représentée de manière très significative, avec une délégation conduite par l'Honorable Président de l'Assemblée Provinciale en personne.

Parmi les participants au Forum il y a eu quelques candidats aux élections législatives prévues pour le 23 décembre 2018.

Tout au long des échanges et discussions, les autorités et acteurs politiques ont reconnu le grand défi à mettre en place certains mécanismes de JT, notamment la recherche de la vérité sur les crimes du passé, du fait que certains présumés auteurs des crimes occupent des positions d'influence au sein du pouvoir au niveau national. Cependant, ils se sont engagés, durant cette période électorale, et au-delà, à la sensibilisation de la population, en appui à la société civile, pour qu'elle apprenne à revendiquer ses droits. Ils se sont également engagés à faire un plaidoyer pour que l'enseignement de la JT puisse être introduit dans les cursus académiques dans les universités du pays, afin de permettre aux étudiants et futurs cadres et dirigeants de s'imprégner de notions de traitement du passé. Enfin, les acteurs politiques présents au Forum se sont engagés à œuvrer pour la détraumatisation des victimes directes et indirectes des atrocités du passé.



Le rapport sur les « Initiatives locales et attentes des populations » (juin 2018) est disponible [en Français](#).

Le rapport sur la « Justice transitionnelle en République Démocratique du Congo: Avancées, Obstacles... et Opportunités ? » (mars 2017) est disponible [en Français](#).
